

DIPLOMATIE Une rude bataille est engagée en coulisse pour la succession au poste de directeur général de l'Unesco de l'Espagnol Federico Mayor, dont le mandat arrive à

échéance le 14 novembre. Les 58 membres du comité exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture se réunissent, à partir du 11 octobre,

pour auditionner les onze candidats et procéder au vote. ● LE CANDIDAT JAPONAIS, Koichiro Matsuura, est présenté comme favori, mais la campagne menée par son pays pour le

soutenir fait l'objet d'une vive contestation. Il pourrait bénéficier de la division des voix arabes entre le candidat saoudien Ghazi Algosaihi et l'Égyptien Ismail Serageldin, qui se prévaut

du soutien de nombreux intellectuels. ● L'UN DES OUTSIDERS, le Roumain Ion Caramitru explique qu'il espère faire entendre la voix de l'Europe de l'Est. (Lire aussi notre éditorial p. 19)

Le Monde 9 Oct 1999

La bataille s'est engagée pour la succession de Federico Mayor à l'Unesco

Les pressions exercées par le Japon, principal contributeur, et par l'Arabie saoudite pour conquérir la direction générale de l'organisation ont choqué. L'Égyptien Ismail Serageldin espère profiter de ce mouvement d'indignation

L'UNESCO s'appête à élire un nouveau directeur général pour succéder à Federico Mayor, qui arrive en novembre au terme de son deuxième mandat. Cette élection ne semble guère intéresser les dirigeants français qui justifient leur attentisme par l'« obligation de réserve » s'imposant, selon eux, au pays du siège. Mais, dans l'immeuble de la place Fontenoy à Paris, les passions se déchainent et, si l'on en juge par la mobilisation de certains gouvernements en vue de cette échéance, force est de constater que l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture est encore en mesure de susciter, au moins, d'ardentes convoitises.

Deux pays – le Japon et l'Arabie saoudite – mènent depuis quelques mois, pour conquérir le poste, une intense campagne qui, de l'avis général, relève davantage de la pression politico-financière que du débat d'idées. Tokyo présente comme candidat Koichiro Matsuura, ambassadeur en France depuis 1994, juriste, économiste et président de la commission de l'Unesco pour le patrimoine mondial. « *Le seul avantage de M. Matsuura, c'est que son pays est le premier pays contributeur à l'Unesco* », dit un ambassadeur occidental d'habitude plus diplomate dans ses appréciations, en ajoutant, sur un ton résigné, que c'est aussi la seule raison pour laquelle il lui donnera sa voix.

Il confirme que le Japon, comme-toujours-désireux d'investir les institutions onusiennes au sein desquelles il s'estime sous-

représenté, n'a pas lésiné cette fois sur les moyens, multipliant les promesses d'aide bilatérale à différents pays du Sud pour s'assurer de leur vote. Le premier ministre japonais semble en tout cas avoir fait de l'élection de M. Matsuura, qui est un de ses amis de longue date, une affaire personnelle.

L'Arabie saoudite a, elle aussi, déployé tout son pouvoir d'influence dans le monde arabo-musulman au profit de son candidat, Ghazi Algosaihi, son ambassadeur en Grande-Bretagne depuis 1992. M. Algosaihi jouit donc officiellement du soutien de la Ligue arabe et de l'Organisation de la conférence islamique. Malgré cela, et quelles que soient les qualités personnelles que beaucoup lui reconnaissent, on s'accorde à penser Place Fontenoy qu'il n'a aucune chance : « *L'Unesco ne peut quand même pas se donner pour directeur général le candidat d'un pays qui fait aussi peu de cas de la tolérance, des droits de l'homme et surtout des droits de la femme* », résume un ambassadeur. Le jeu de l'Arabie saoudite, estime-t-il, consistera, dès lors, à empêcher « *par tous les moyens* » – c'est-à-dire par le désistement de M. Algosaihi au profit du japonais – que l'autre candidat arabe ne parvienne à ses fins.

Cet autre, c'est l'Égyptien Ismail Serageldin, l'un des vice-présidents de la Banque mondiale, qui présente sa candidature comme l'antithèse des deux précédentes : il fait valoir sa longue expérience dans les domaines du développement et de la coopération scientifique et technique notamment, se

recommande du parrainage désintéressé de l'Organisation de l'unité africaine, des Pays-Bas et de la Suède (« *Moi, je n'ai rien à offrir* », dit-il) et se flatte d'avoir obtenu le soutien de quarante-huit Prix Nobel. Bref, il se veut « *le candidat de la société civile* » et des milieux culturels contre les candidats des gouvernements, celui du mérite contre ceux de la puissance politique et de l'argent.

La France, qui pourrait voir en cette organisation à vocation culturelle un terrain d'influence pour elle, a soigneusement évité de prendre parti publiquement

Cela n'a toutefois pas empêché ses partisans de travailler sur le terrain politique pour introduire un coin dans l'unité du bloc arabe en ralliant *in extremis*, grâce à une campagne dans la presse égyptienne, le soutien du président Mubarak. Une fissure se dessine aussi au sein même de la famille royale saoudienne : le prince Abdelaziz, qui grâce à la fondation qui porte son nom peut prétendre dire son mot en matière d'action culturelle internationale, a fait sa-

voir qu'à ses yeux Ismail Serageldin avait le meilleur profil pour la fonction.

Huit autres candidats sont en lice, parmi lesquels d'honorables personnalités considérées à ce stade comme n'ayant pas de soutiens suffisants, ainsi que l'Australien Gareth Evans, qui a pour handicap jugé rédhibitoire d'avoir été ministre des affaires étrangères à l'époque où son pays reconnaissait l'annexion du Timor-Oriental par l'Indonésie, puis à celle où il menait une campagne échevelée contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Sauf imprévu, le jeu devrait donc se jouer entre le japonais et l'Égyptien, le premier partant favori.

Le conseil exécutif de l'Unesco, composé des représentants de 58 des 186 États membres, se réunira à partir du 11 octobre pour auditionner les candidats et commencera à voter le 18 octobre. Pour être élu, il faut la majorité absolue, soit 30 voix. Si, au bout de quatre tours personne n'y est parvenu, un cinquième tour est organisé entre les deux candidats les mieux placés.

La France, qui pourrait voir en cette organisation à vocation culturelle un terrain d'influence pour elle, a soigneusement évité de prendre parti publiquement. La rumeur dit que l'intervention du premier ministre japonais Keizo Obuchi auprès de Jacques Chirac aurait été déterminante et que Paris a fait son choix. « *Le Japonais commence tous ses discours en se prévalant du soutien de la France, mais le Saoudien se flatte de la même chose*, dit un proche

de l'Elysée ; de toute façon, il faudra travailler avec le prochain directeur général, quel qu'il soit. » « *Est-ce votre manière de défendre l'organisation ?* », s'exclame un fonctionnaire de l'Unesco, qui se démène en faveur de l'Égyptien Ismail Serageldin et qui se dit « *déçu* » par la France.

De fait, tout se passe comme si les dirigeants français n'attendaient pas grand-chose de l'Unesco. La maison, c'est vrai, n'est pas encore remise du discrédit des années 80, époque où son instrumentatation par les communistes et des scandales dans sa gestion avaient provoqué le départ des représentants des États-Unis. On n'en est certes plus aux dérivés idéologiques d'antan, genre « *nouvel ordre mondial de l'information* », ni aux mêmes grossiers abus des deniers publics. Mais les douze années Mayor n'ont pas non plus permis à l'Unesco d'assainir au fond sa gestion, de se libérer des luttes de clans et des pesanteurs d'une bureaucratie proliférante. Elles n'ont pas permis, surtout, de redéfinir clairement la mission de l'organisation dans une époque totalement bouleversée par les nouvelles technologies de la communication et par la mondialisation.

« *Son rôle s'est rétréci, alors que la Banque mondiale investissait le champ de l'éducation en intervenant non seulement dans le financement mais dans la définition des orientations, alors que l'OMC prétend investir celui de la circulation des biens culturels ; l'Unesco n'a pas été capable de définir une stratégie claire, elle n'a pas été à la hauteur de l'enjeu* », dit un am-

bassadeur, qui tourne en dérision la dernière initiative de Federico Mayor, « *cette campagne pour la culture de la paix, qui ne fut que rhétorique, avec lancement à la tour Eiffel, comme une campagne publicitaire...* »

Dans l'idéal, l'Unesco aurait aussi vocation à devenir l'un des hauts lieux du combat pour la diversité culturelle dont la France a fait une priorité de sa politique étrangère. Jacques Chirac y a fait allusion, il y a quelques semaines, lors d'un voyage au Canada, en disant que c'est en son sein, et non dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que devraient être traitées les questions relatives aux échanges des biens et services culturels. La France travaille d'ailleurs, au sein de l'organisation, avec le Canada, à mettre sur pied une convention internationale sur la protection de la diversité culturelle. Mais on est encore très loin du but. « *Pour l'instant, l'UNESCO en est incapable* », dit un responsable français.

L'élection aurait néanmoins pu être l'occasion pour Paris de s'investir davantage en faveur d'un renouvellement et de formuler des exigences envers le futur directeur général en des termes un peu plus élaborés que les trois « *critères* » que l'on sert en guise de position officielle : il faut, dit-on, que le candidat « *présente un projet mobilisateur* », qu'il soit en mesure « *de rallier un large éventail de soutiens* » et « *capable de travailler efficacement dans les deux langues de travail* ».

Claire Tréan